

## ETAT-NATION ET DEMOCRATIE MULTI-ETHNIQUE

### Les tâtonnements du « modèle » bulgare

Ce document, extrait de nos archives vous est proposé gratuitement.

Vous appréciez ce service : aidez-nous à en maintenir la gratuité.

**Soutenez-nous, abonnez-vous.**

**Alors que le sud de la Serbie et le nord de la Macédoine sont menacés par les guérillas albanaises et l'Armée de libération du Kosovo (UCK), la Bulgarie apparaît comme l'une des rares nations des Balkans épargnée par les conflits ethniques. Pourtant, marquée par la répression violente de sa minorité turque, elle peine à construire un système politique et institutionnel respectant les droits des communautés ethniques (musulmane et rom).**

**Par Emmy Barouh**

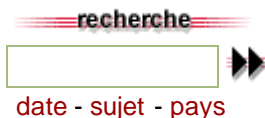
Journaliste, auteur de *la Bulgarie, les Balkans et l'Europe*, éd. Deutsch Welle, Sofia, 2000.

Dans les Balkans, souvent qualifiés de « poudrière », la Bulgarie émerge comme un « îlot de stabilité ». Certains vont même jusqu'à vanter le « modèle ethnique bulgare », comme un exemple de solution au problème des minorités. En effet, Sofia fait figure d'exception : elle n'a connu ni charniers ni effusions de sang. Et, depuis la chute du mur de Berlin, c'est le seul pays de la région à avoir évité les conflits ethniques. La nouvelle classe politique entend tirer parti de cette transition pacifique afin d'empocher les profits économiques et politiques. De plus, elle désire se défaire de la « culpabilité historique » de la Bulgarie et se désolidariser du régime communiste, responsable des pires crimes de l'histoire contemporaine du pays à l'encontre de sa plus importante minorité nationale : les Turcs.

De la fin des années 1970 à la fin des années 1980, une des priorités de la propagande du Parti communiste bulgare fut de produire des théories à prétention scientifique sur l'origine bulgare de tous les musulmans de ce pays. Des équipes d'experts en histoire, en ethnographie, en folklore, etc. de l'époque ottomane furent mobilisées. Leur tâche consista à justifier les changements de noms des Turcs, première étape d'une tentative monstrueuse de transformer l'identité ethnique de plus d'un million de personnes.

- Minorité ethnique
- Balkans
- Bulgarie

Dans le contexte d'un régime totalitaire et de terreur s'appuyant sur l'armée et la police, les Bulgares d'origine turque se virent délivrer



Retrouvez d'autres analyses, dans notre [cédérom](#).

de nouvelles cartes d'identité. Dans certains cas, pères et fils, frères et soeurs se retrouvèrent dans des régions différentes et avec des patronymes distincts. Même la tranquillité des morts et les rites funéraires furent violés.

La dernière vague de violence s'est produite durant l'été 1989, lorsque 350 000 citoyens environ ont quitté la Bulgarie - certains d'entre eux déportés, d'autres fuyant vers la Turquie voisine (1). Cette politique barbare a été vilipendée dans le monde entier. En Bulgarie, les violations des droits humains d'une partie des citoyens, sous les yeux (et avec la participation) d'une autre partie de la population, ont engendré une crise sans précédent, accélérant le changement de système politique. L'opposition s'est formée, en 1989, notamment autour de ces problèmes.

### Un conflit sans racines profondes

POURTANT, selon un cliché large ment exploité par les autorités d'alors, la cohabitation pacifique, la compréhension, le respect mutuel et la tolérance auraient régné sur le territoire bulgare pendant cinquante ans, contrairement à la période obscurantiste de cinq siècles de domination turque au sein de l'Empire ottoman. La thèse de l'oppression turque a souvent été utilisée afin d'excuser les tentatives incohérentes de construction d'une identité nationale et d'un Etat moderne.

Les trois étapes qui ont marqué l'histoire de la Bulgarie (de 1878 à 1944, puis de 1944 à 1989 et de 1989 à 2000) ont des traits communs : l'incapacité flagrante des autorités à développer une politique cohérente à l'égard des minorités en général et de la minorité turque en particulier, et, en second lieu, la succession de vagues d'émigration d'amplitudes variables mais irréversibles vers la Turquie. Actuellement, la Bulgarie compte huit millions d'habitants, dont 10 % de musulmans (2).

Pourquoi, dans ces conditions, la Bulgarie n'a-t-elle pas subi les mêmes épreuves que celles des pays situés au nord et surtout à l'ouest de ses frontières ? Cela tient, pour partie, aux différences socio-économiques. En effet, dans la société bulgare se maintiennent des structures plus agraires qu'industrielles. La population y demeure plus isolée et nettement moins mobile (3).

Par ailleurs, la Bulgarie n'a jamais connu d'élite spirituelle forte ; les Bulgares sont plutôt tolérants, mesurés et réservés vis-à-vis de la religion. Cela peut paraître contradictoire avec les événements qui se sont déroulés en 1989, au cours du « *processus de régénération* ». En fait, ces crimes ont été commis par la classe politique ; ils n'ont pas résulté de conflits ethniques ni de tensions existantes entre communautés, même si des Bulgares y ont participé, exécutant les ordres du Parti communiste. Imposés par le sommet de la hiérarchie, ces actes criminels n'ont trouvé de soutien que parmi ceux (assez nombreux dans les régions peuplées de musulmans) qui pouvaient en tirer des avantages personnels. Il s'agit d'un conflit sans base idéologique, sans racines profondes. Il a donc pu être résolu relativement facilement, contrairement aux conflits ethniques se déroulant dans les pays voisins.

Au début des transformations démocratiques de 1989, il était bien plus question de protection des droits des minorités que de la rhétorique antisoviétique et anticomuniste prévalant ailleurs. L'opposition s'est retrouvée plus unie sur la question des droits humains que sur des plates-formes politiques. Non que la société bulgare soit plus sensible que ses voisins à ces problèmes, mais elle avait été le témoin muet de ces violations croissantes des droits de la minorité turque, et ce tout juste quelques mois auparavant. D'où un sentiment de culpabilité, largement partagé.

La majorité de la nation a donc jugé le régime d'alors moins sur son idéologie que sur la façon dont celle-ci avait été mise en oeuvre. D'autant que la répression communiste ne s'est pas déployée sur une base individuelle, comme dans les autres pays communistes où des dissidents se sont affichés et ont bruyamment contesté (4). Plus collective, elle visait essentiellement la communauté turque.

Du coup, en 1989, les changements se sont immédiatement traduits par la reconnaissance d'un parti ethnique turc, le Mouvement pour les droits et libertés (MDL) (5). Dans un paysage politique où se multipliaient les tentatives naïves et contradictoires pour définir une identité politique, seul le MDL possédait un programme structuré et une tradition de lutte. Nouveau venu, il ne partait pas de zéro. Il disposait, en effet, de structures clandestines, qui avaient essayé de résister au prétendu « *pro cessus de régénération* ». Il est sorti de la clandestinité, le 4 janvier 1990, pour devenir une force politique structurée appliquant consciemment les principes de tolérance. Et cette transformation a été le principal facteur de préservation de la paix civile.

Dix ans plus tard, la minorité turque est-elle pour autant intégrée à la société ? Non. D'une part, la crise économique a fait plonger le niveau de vie et grimper les taux de chômage, particulièrement dans les communautés mixtes. D'autre part, le désengagement de l'Etat a entraîné la fermeture d'entreprises et la désorganisation du réseau social dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture et des infrastructures. Le niveau inférieur d'éducation et de formation ainsi que la faible mobilité de cette communauté rurale l'ont désavantagée et les privatisations mises en place ont encore accentué son isolement économique. Troisième force politique bulgare, le MDL n'a pas réussi à résoudre ces problèmes, même quand il a participé au gouvernement (6).

---

(1) En 1998, le nombre de crimes a augmenté et est passé à 1 248 cas. Pour les six premiers mois de 1999, les statistiques officielles ont comptabilisé 618 cas, soit plus de 100 cas par mois.

(2) En vertu d'une politique de discrimination positive, 33 % des sièges des *panchayat* (conseils de villages) de cet Etat sont statutairement réservés aux femmes.

(3) *Deccan Herald*, Bangalore, 11 février 2001.

Par ailleurs, la présence des Turcs au Parlement a sans doute modifié le vocabulaire politique de l'opinion publique bulgare, mais elle n'a pas fait évoluer la culture politique des nouvelles élites. Dans l'actuel modèle bipolaire, on considère encore les Turcs comme des électeurs à séduire plutôt que comme des alliés naturels et des partenaires. Le même constat s'applique à l'une des autres minorités, les Roms, qui acquièrent de l'importance uniquement lors des élections (7).

Bref, le « modèle ethnique bulgare » n'a de valeur que dans le contexte politique actuel des Balkans. Malgré des politiques encore incohérentes à l'égard des minorités, il existe bien une volonté de construire la démocratie sur les bases d'une société civile qui ne fait pas de distinctions entre les communautés ethniques. Toutefois la

(4) Légende hindoue commune aux pays de l'Asie du Sud-Est. La toute première version aurait été écrite entre 200 avant J.-C. et 200 après J.-C.

(5)

(6)

(7)

stabilité du « modèle » dépend de la rapidité de la transformation du pays en société industrielle. Or cette transition risque d'engendrer des conflits. Il faudra, en effet, des années pour surmonter les inégalités, notamment dans les domaines économique et éducatif. Et les différences culturelles sont souvent ressenties comme un refuge, une protection dans un environnement hostile.

Leader incontesté du MDL depuis sa création, M. Ahmed Dogan résume l'opinion générale : les conflits ethniques seront évités, estime-t-il, si l'on parvient à l'« *équilibre et à l'harmonie entre les principes de l'Etat-nation d'une part, et les principes de la démocratie multiethnique d'autre part* ».

**EMMY BAROUH.**

LE MONDE DIPLOMATIQUE | MAI 2001 | Page 15  
<http://www.monde-diplomatique.fr/2001/05/BAROUH/15112>

---

TOUS DROITS RÉSERVÉS © 2006 Le Monde diplomatique.